

Arrêté préfectoral complémentaire
Portant prolongation de l'autorisation d'exploitation d'une carrière

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
RULLIER FRÈRES, au lieu-dit « Pelgrue Nord » sur la commune de Saint Pierre du Palais (17270)

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, L. 515-1 et R.181-46 ;
- Vu** le code minier ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;
- Vu** l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le schéma régional des carrières de Nouvelle-Aquitaine approuvé par arrêté préfectoral du 18 septembre 2025 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°07-2284 du 3 août 2007 autorisant la société RULLIER FRERES à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-du-Palais au lieu-dit « Pelgrue Nord » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2021 abrogeant les arrêtés préfectoraux du 3 août 2007, du 7 août 2013 et du 12 septembre 2013 et autorisant la société RULLIER FRERES à exploiter

une carrière à ciel ouvert de sable sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-du-Palais au lieu-dit « Pelgrue Nord » jusqu'au 3 août 2025 remise en état incluse ;

Vu la demande, par courrier du 24 juin 2024, complétée en dernier lieu le 9 juillet 2025, de la société RULLIER FRERES de prolongation de l'autorisation d'exploiter pour son site de Saint-Pierre-du-Palais (17270), au lieu-dit « Pelgrue Nord » ;

Vu l'acte de cautionnement du 27 mai 2025 relatif aux garanties financières de la carrière RULLIER FRERES sur la commune de Saint-Pierre-du-Palais (17270), au lieu-dit « Pelgrue Nord », d'un montant de 56 443 €, et qui expire le 3 février 2026 ;

Vu la consultation du public menée du jeudi 28 août 2025 au vendredi 12 septembre 2025 inclus via le site internet de la Préfecture de la Charente Maritime ;

Vu l'absence d'observation formulée lors de la participation du public par voie électronique ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2025 et du 15 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 31 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation du demandeur sur le projet d'arrêté dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT les capacités techniques et financières de la société RULLIER FRERES ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société RULLIER FRERES n'a pas exploité sur la commune de Saint-Pierre-du-Palais (17270) tout le volume de gisement qu'elle a été autorisée à extraire et que la remise en état n'est pas effective ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant souhaite une prolongation d'exploiter pour extraire le gisement restant et valoriser des déchets inertes en remblaiement de la carrière ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : PROLONGATION DE L'AUTORISATION

La société RULLIER FRERES dont le siège social est situé 8 route de Martron, lieu dit « Bois Clair » à Montguyon (17270), est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert, sur la commune de Saint-Pierre-du-Palais (17270), au lieu-dit « Pelgrue Nord », pour une durée de dix ans à compter de la date d'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2021, soit jusqu'au 3 août 2035. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux	Production moyenne annuelle : 10 000 t/an Production maximale annuelle : 40 000 t/an	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
		Superficie : 3,67 ha	
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Puissance installée des installations : 82 kW	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubriques IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Bassin versant d'une superficie de 2,03 ha	Bassin versant d'une superficie de 2,03 ha	D

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES ET CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2021 sont abrogées :

- articles 1.2.1 et 1.2.2 relatifs à la liste des installations concernées par une ou plusieurs rubriques des nomenclatures des installations classées et loi sur l'eau;
- article 1.4.1 relatif à la durée de l'autorisation ;
- articles 1.5.1 et 1.5.6 relatifs aux garanties financières ;
- article 2.3.1 relative aux conditions de remise en état ;
- annexe 3 relative au phasage d'exploitation ;
- annexe 4 relative au plan de remise en état.

ARTICLE 4 : REMISE EN ÉTAT

La remise en état est fixée selon le schéma de remise en annexe 2 du présent arrêté, dans les conditions suivantes : remise en état boisé, avec un remblaiement partiel utilisant des stériles issus de l'exploitation et des remblais inertes externes. Le boisement sera mixte (50 % pin maritime, 50 % feuillus) sur 2,5 ha, en partie Nord.

Le chemin rural détourné sera restitué à son emplacement initial avec des pentes inférieures à 10%.

Tous les talus seront stabilisés et les pentes seront adoucies.

La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard 6 mois avant le terme de l'autorisation.

La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

ARTICLE 5 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2 et notamment pour la rubrique 2510. Les périodes d'exploitation définies au tableau ci-dessous sont à considérer. À chaque période correspond un montant des garanties financières permettant la remise en état au sein de cette période. Les plans de phasage en annexe 3 présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

Phase	1	2
Périodes	2025-2030	2030-2035
S1	2,139 ha	2,219 ha
S2	0,137 ha	0,135 ha
S3	0,127 ha	0,094 ha
Montant des garanties financières	56 026,00 €	56 858 €

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,1 (mars 2024)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation.

Elle est levée après que les travaux de remise en état ont été réalisés sur le site.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

L'exploitant est autorisé à augmenter sa capacité d'accueil de déchets inertes extérieurs pour atteindre un volume maximal de 6 000 t/an.

Les quantités de stockage maximales estimées sont donc de 57 000 tonnes entre le 3 août 2025 et le 3 février 2035.

Le remblayage respectera le plan de remise en état présent en annexe 2.

ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr »

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa du R. 181-50 peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 8 : DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou de forage dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 9 : SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

ARTICLE 10 : PUBLICATION DE L'AUTORISATION

Conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 11 : EXÉCUTION

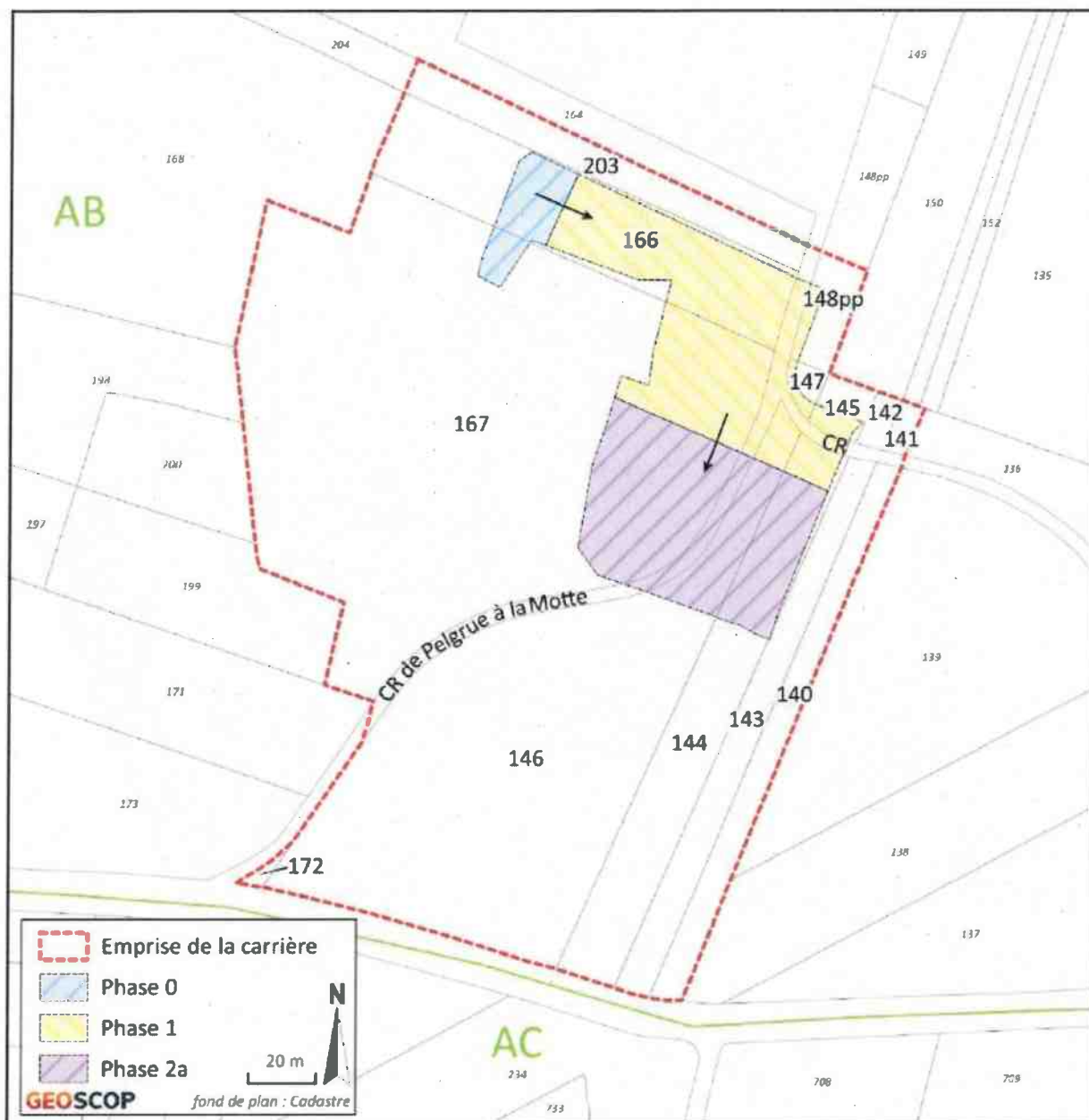
Le Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Jonzac, le Maire de Saint-Pierre-du-Palais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société RULLIER FRERES.

La Rochelle, le **17 NOV. 2025**

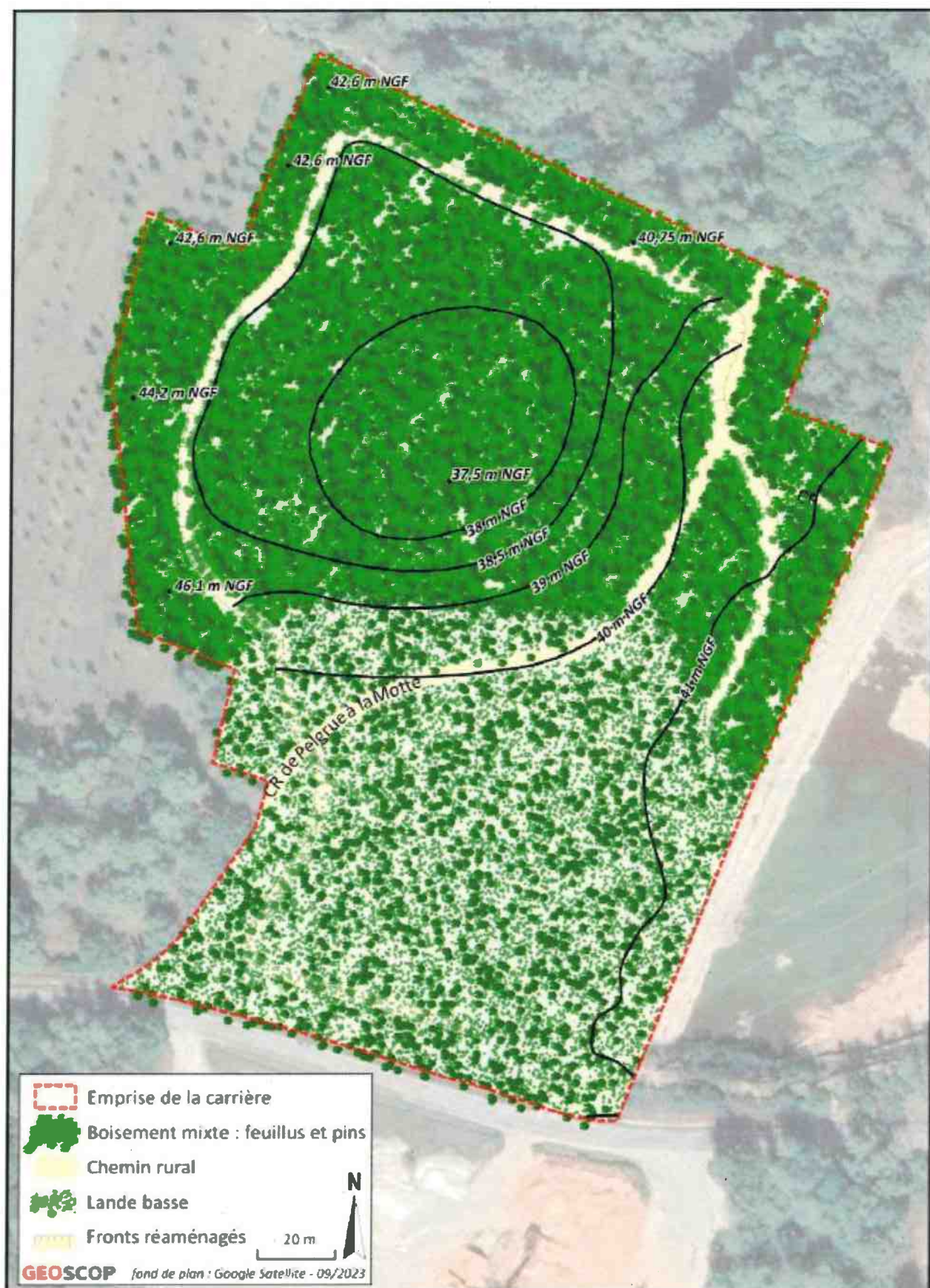
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Emmanuel CAYRON

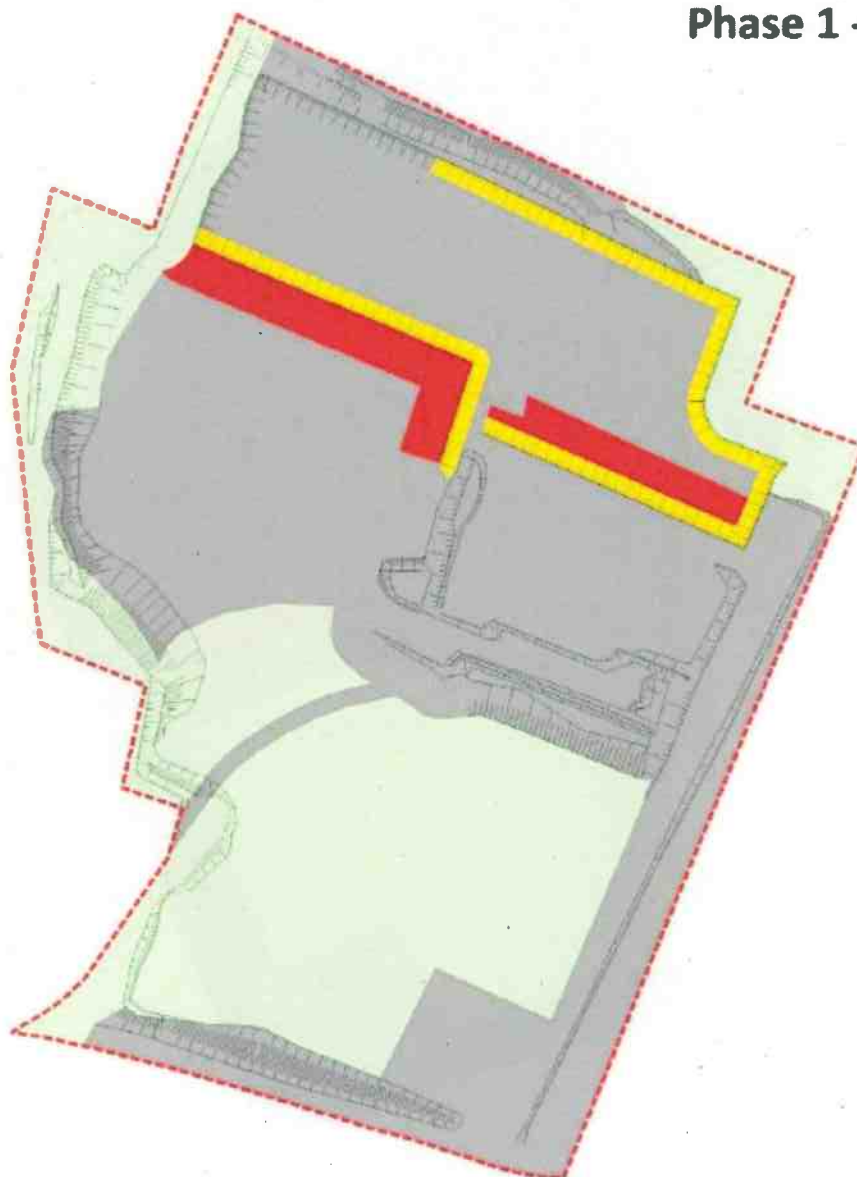
ANNEXE 1 : Phasage d'exploitation








ANNEXE 2 : Plan de remise en état



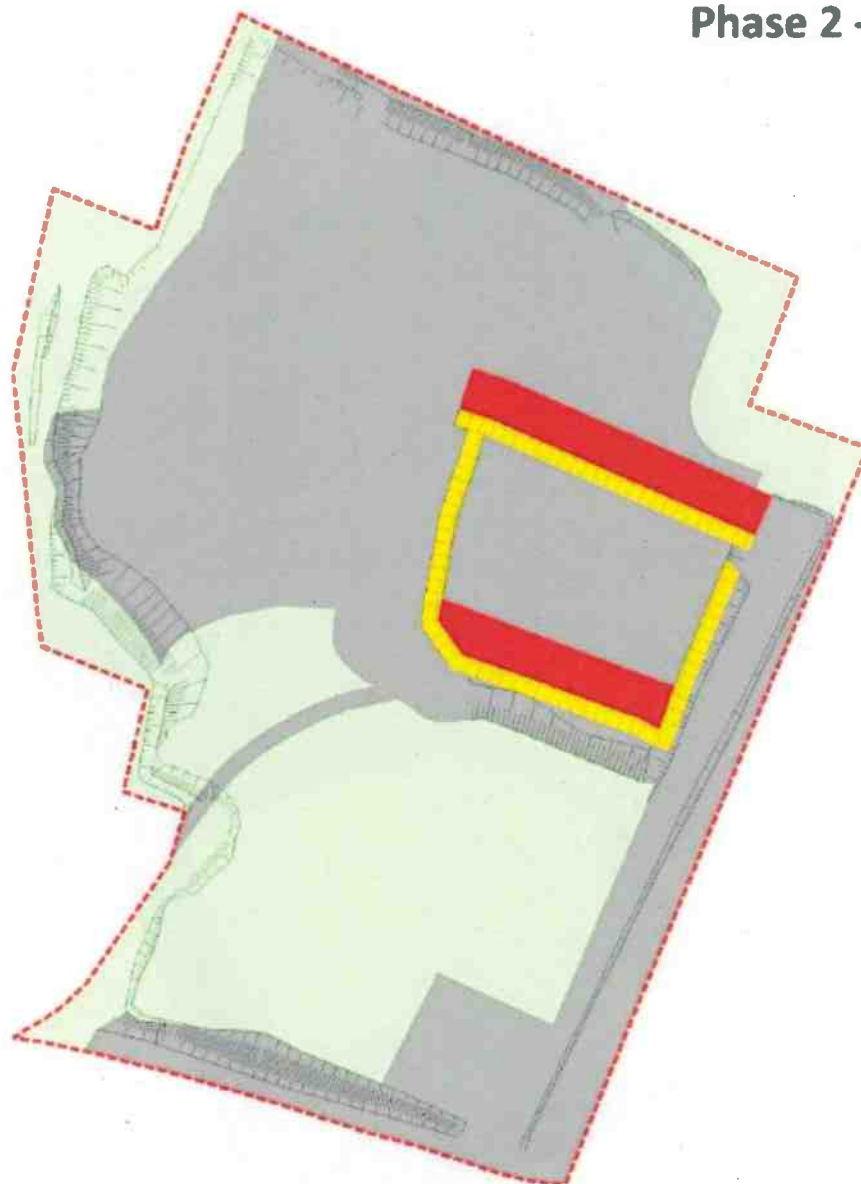
Phase 1 - année 4








-  Emprise de la carrière
-  Surface de type S1 : surface des infrastructures au sein de la surface autorisée
-  Surface de type S2 : surface en chantier
-  Surface de type S3 : surface de front hors d'eau non remise en état
-  Surface remise en état ou ne nécessitant pas de travaux



GEOSCOP



-  Emprise de la carrière
-  Surface de type S1 : surface des infrastructures eu sein de la surface autorisée
-  Surface de type S2 : surface en chantier
-  Surface de type S3 : surface de front hors d'eau non remise en état
-  Surface remise en état ou ne nécessitant pas de travaux



GEOSCOP